

GREVE GENERALE EN INDE : TOUS « A DELHI » !

C'est sous ce slogan rassembleur et mobilisateur que la plus grande grève au monde réunissant travailleurs industriels, des services et travailleurs du monde agricole se déroule en Inde, de façon quasi continue depuis début janvier 2020, suspendue lors du plus fort de la crise sanitaire, mais reprise avec force début septembre.

250 millions de manifestants / grévistes paralysent l'Inde pour demander l'abrogation des mesures racistes, discriminatoires et anti-ouvrières imposées par le gouvernement de Narendra MODI.

La CGT, à l'instar de ses partenaires NTUI, CITU et INTUC soutient les travailleurs indiens en lutte et les victimes des politiques fascistes du gouvernement indien dirigé par le BJP.

Depuis janvier 2020 les mouvements de protestations des dalits¹, des travailleurs et des musulmans ont été violemment réprimés faisant en février 2020, plusieurs dizaines de morts lynchés par des fondamentalistes hindous, poussés par le BJP ou massacrés par les forces de police encouragées pour ce faire.

Ces révoltes ont été nourries à la fois par les conditions de travail inhumaines imposées aux travailleurs avec des salaires si faibles qu'ils ne laissent aucun espoir d'avenir, mais aussi par la politique du BJP, excluant 2 millions d'Indiens de leur nationalité et transformant le Jammu-et-Cachemire en prison à ciel ouvert, car peuplée majoritairement de musulmans.

Brusquement, en mars 2020, en 3 heures le gouvernement a imposé un confinement extrêmement dur, jetant sur les routes des millions de travailleurs sans moyens de transport pour retourner dans leur région et sans rien à manger, toutes les boutiques, trains, cars étant fermés.

L'économie agraire est en crise depuis six ans et demi que le BJP est au pouvoir. Depuis septembre 2020 le prix de soutien minimum (PSM) des produits agricoles a été délibérément supprimé, le crédit aux zones rurales a diminué et les dépenses publiques ont été considérablement réduites. Si les marchés de produits agricoles existants et le mécanisme du PSM ne sont pas sans défauts et nécessitent des changements, le transfert de l'agriculture aux entreprises n'est pas la solution.

¹ Les Dalits, encore appelés Intouchables, sont des groupes d'individus considérés, du point de vue du système des castes, comme hors castes et affectés à des fonctions ou métiers jugés impurs. Les Dalits sont victimes de nombreuses discriminations.

Les nouvelles lois ne toucheront pas seulement les grands agriculteurs ; elles appauvriront les petits paysans et priveront de leur emploi des millions de travailleurs agricoles sans terre, modifiant ainsi la structure même de l'économie agraire.

Dans une économie où l'industrie et les services ne parviennent pas à créer des emplois en nombre suffisant, l'économie agraire constitue l'épine dorsale des moyens de subsistance de près de la moitié de la population du pays. Changer cette structure sans s'attaquer à la crise de l'emploi désorganisera l'ensemble de l'économie.

Les lois agricoles et les quatre codes du travail votés, sans débat, forment les deux faces des efforts du BJP pour transformer à la fois l'économie et la société en créant un mécanisme institutionnel pour transférer les revenus et les actifs de la classe ouvrière et de la paysannerie vers les entreprises et les classes possédantes.

Les organisations syndicales indiennes se mobilisent de façon unitaire face à ces attaques et organisent la convergence des luttes : travailleurs de l'économie formelle comme de l'informel, dalits et autres victimes de discriminations se sont joints au mouvement des travailleurs agricoles pour riposter face au gouvernement liberticide de MODI. La CGT leur apporte toute sa solidarité et son soutien !

Encadré : point sur l'étendue des luttes

NTUI, partenaire de la CGT déclare le 8 décembre 2020 « *La résistance du mouvement paysan reste une source d'inspiration et d'éducation politique pour le mouvement de la classe ouvrière. Les efforts visant à renforcer l'alliance entre le mouvement de la classe ouvrière et la paysannerie doivent se poursuivre. C'est pourquoi nous joignons nos énergies à celles des agriculteurs et des paysans en difficulté de nos terres* ».

Le mot d'ordre principal du mouvement en cours est l'envahissement du parlement indien. Mais les protestations se développent dans les principales villes indiennes :

En **Andhra Pradesh** plus de 5 millions de travailleurs sont en grève en solidarité avec les travailleurs agricoles - Dans l'**Assam**, un des hauts lieux du thé indien, toute l'économie est à l'arrêt - Au **Bihar** état peuplé à 90 % de paysans pauvres, les transports sont paralysés - À **Chennai**, le siège du gouvernement régional est entouré de piquets de grève et les travailleurs jour après jour organisent des manifestations - **Delhi** la capitale est assiégée, la police bloque les entrées et des millions de paysans se massent aux portes, les transports sont en grève, les industries automobiles du district industriel, spécialisé dans l'automobile, de Gurgaon-Manesar, quelques 400 000 travailleurs « indépendants » ou informels d'Uber à Ola ont cessé le travail - Au **Jammu-et-Cachemire**, prison à ciel ouvert, le Bharat Banh le mot d'ordre de grève générale est repris comme une litanie pour imposer le droit de manifester et de s'exprimer - À **Kolkata**, les cheminots sont en grève, les autoroutes sont bloquées, les étudiants ont rejoint le mouvement - À **Mumbai**, capitale économique indienne Grève massive et fermeture des marchés - Au **Pendjab**, la majorité des fonctionnaires sont en grève - En **Uttar Pradesh**, **région capitale du BJP version dur** des heurts importants ont eu lieu.

Montreuil, le 9 décembre 2020